



Getty Images, Julia Goddard/la trompette

Le processus de paix entre l'Ukraine et la Russie est un piège

- Joel Hilliker
- [25/08/2025](#)

Vladimir Poutine trompe Donald Trump : Il apparaît de plus en plus clairement que tous les efforts déployés par Trump en faveur de la paix entre l'Ukraine et la Russie ne font pas bouger d'un iota l'esprit de Poutine. En réponse, la Maison Blanche envoie des messages contradictoires, à la fois frustrés et optimistes, sans pour autant admettre que ce processus est voué à l'échec.

- Les fonctionnaires de l'administration Trump, J.D. Vance, Marco Rubio et Steve Witkoff, se sont tous trois rendus dans les émissions de télévision dimanche, insistant sur le fait que le processus fonctionne et que la pression exercée par Trump, y compris la pression économique, donne des résultats. Poutine a fait preuve de flexibilité et a fait des « concessions significatives », en acceptant par exemple de discuter de garanties de sécurité pour l'Ukraine.

Poutine aurait pu mettre fin à cette guerre depuis longtemps, mais il ne l'a pas fait. En fait, depuis que Trump a entamé sa dernière série d'efforts de paix, Poutine a intensifié son offensive. Les « garanties de sécurité » vantées par les hommes de Trump ne sont pas différentes de celles que Poutine a acceptées par le passé et qu'il a ensuite violées.

Poutine est très doué pour dire aux gens ce qu'ils veulent entendre, puis pour faire ce qu'il veut. Avec un président américain convaincu de sa capacité personnelle à « résoudre n'importe quel problème » et désireux de cimenter son héritage en tant qu'artisan de la paix, et une équipe de diplomates peu expérimentés et très crédule, Poutine dispose d'une grande marge de manœuvre.

Comme l'écrit Owen Matthews dans le *Spectator* lundi, Poutine tend un piège visant à diviser l'Amérique de l'Europe. Tout ce qu'il a à faire est de convaincre Trump qu'il fait tout ce qu'il peut pour que le processus fonctionne, tout en stipulant « une série de conditions que Zelenskyy refusera d'accepter ». Trump serait beaucoup plus susceptible d'accepter cela pour obtenir son accord, alors que l'Europe devrait choisir entre le fait de poursuivre son soutien à l'Ukraine et « faire un compromis ignoble avec le Kremlin ».

Prenons par exemple les « échanges de territoire » dont Trump a tant parlé. En réalité, il s'agit d'une référence à la demande de Poutine que Kiev cède le contrôle du tiers des provinces de Donetsk et d'une petite partie des provinces de Louhansk qu'il n'a pas réussi à prendre jusqu'à présent. En échange, Poutine propose de se retirer des petites parties des provinces de Soumy et de Kharkiv qu'il occupe et de renoncer à ses prétentions sur le reste des provinces de Kherson et de Zaporijjia. En fait, il réclame des biens immobiliers de grande valeur et fortement défendus, notamment les villes forteresses de Kramatorsk, Sloviansk et Kostyantynivka - en échange de

territoires qu'il n'a pas encore été en mesure de conquérir.

Étonnamment, Trump aurait reconnu qu'il s'agissait d'un prix raisonnable à payer par Kiev pour avoir la paix. Cependant, Zelenskyy ne peut céder ce territoire ni politiquement ni pratiquement. [...]

Poutine a créé un champ de mines politique similaire pour Zelenskyy et ses alliés européens en ce qui concerne la reconnaissance juridique des territoires qu'il a occupés. Là encore, Trump serait favorable à ce que Kiev reconnaisse de jure la Crimée comme territoire russe, tout en laissant le reste de l'Ukraine occupée dans un flou juridique. Encore une fois, une telle humiliation serait politiquement fatale à tout dirigeant ukrainien qui la subirait. [...]

Poutine réserve des dizaines d'autres humiliations de ce type à Kiev et à ses soutiens avant d'être prêt à mettre fin à son assaut contre l'Ukraine. Sur le plan économique, sa liste de souhaits comprend la levée des sanctions, la reprise des vols et le déblocage de milliards d'actifs de la Banque centrale. Sur le plan géopolitique, il veut une garantie constitutionnelle que l'Ukraine ne rejoindra jamais l'OTAN et des restrictions sur les armes et les troupes que l'OTAN peut déployer dans les pays frontaliers tels que les États baltes, la Roumanie et la Pologne, ainsi que l'assurance que l'OTAN ne s'étendra plus à l'est vers la Moldavie et la Géorgie.

Poutine a une longue liste de demandes qu'il peut formuler et contre lesquelles Trump ne serait pas disposé à s'opposer. Les États-Unis ont déjà fait part de leur désir que l'Europe s'occupe de sa propre sécurité. Trump veut conclure un accord et s'en aller. Que fera l'Europe alors ?

Vladimir Poutine est le « [prince de Russie](#) » prophétisé. L'administration Trump ne reconnaît vraisemblablement pas à quel point il est un menteur avisé et un meurtrier déterminé. Dans sa brochure gratuite, Gerald Flurry aborde cette question :

Poutine sait depuis longtemps que si l'Ukraine s'alliait à l'Europe, son pouvoir s'en trouverait considérablement diminué. Son objectif est de ressusciter l'empire soviétique. Cet empire a été conçu avec l'Ukraine au centre. [...]

Poutine a exercé toute cette pression sur l'Ukraine parce que cette nation est le pivot de son objectif d'une Russie impériale renouvelée !

Ce processus de paix est un piège. La question est de savoir ce qui se passera lorsque le président Trump le reconnaîtra enfin.

L'ONU déclare la « famine » à Gaza : Vendredi, c'était seulement la cinquième fois au cours des vingt dernières années que l'ONU a déclaré la famine selon la classification intégrée de l'ONU sur la phase de sécurité alimentaire (IPC). Dans la ville de Gaza elle-même, la famine est au niveau cinq, le niveau le plus élevé possible. Pourtant, les Nations unies semblent adapter le crime à leur cible choisie.

Pour éviter que les accusations de famine ne soient utilisées comme une arme politique, des définitions techniques strictes doivent être respectées. Comme l'explique l'ONU elle-même, les critères sont les suivants :

- « Au moins 20 pour cent de la population de la zone en question sont confrontés à des niveaux extrêmes de faim » ;
- « 30 pour cent des enfants du même endroit souffrent de malnutrition, ou sont trop minces pour leur taille » ; et
- « Le taux de mortalité a doublé par rapport à la moyenne, dépassant deux décès pour 10 000 habitants par jour chez les adultes et quatre décès pour 10 000 habitants par jour chez les enfants. »

Les chiffres du Hamas ne confirment pas ces deux derniers points. Cependant, les petits caractères des règles de l'ONU permettent une alternative pour le deuxième point. Au lieu de 30 pour cent d'enfants trop maigres pour leur taille, le point s'applique si 15 pour cent d'entre eux ont un tour de bras trop étroit.

- L'ONU a utilisé ce seuil inférieur. Elle s'est ensuite appuyée sur une étude provisoire du comité de révision de la famine de l'ICP montrant que 16 pour cent des enfants avaient atteint ce seuil. L'ONU a ignoré le fait que la dernière version de l'étude est déjà disponible, et qu'elle a fixé le chiffre à 12.2 pour cent.

Le bureau du Premier ministre israélien a qualifié le rapport de l'ONU de « mensonges » et de « diffamation antisémite moderne ». Il a écrit : « Israël n'a pas de politique de famine. Israël tient à empêcher la famine. »

- Depuis mai, 10 000 camions d'aide humanitaire ont pénétré dans la bande de Gaza, 80 pour cent d'entre eux transportant de la nourriture. Chaque semaine, plus de 2,2 millions de colis alimentaires sont envoyés aux familles. En fait, plus de nourriture entre à Gaza qu'avant la guerre.
- Israël est presque le seul dans l'histoire militaire à essayer de nourrir son ennemi plutôt que de l'affamer.

Pourtant, les mensonges sur l'invasion israélienne de Gaza abondent. Ils proviennent du père du mensonge (Jean 8 : 44). [Notre numéro de la Trompette de mars-avril 2024 démasque plusieurs de ces mensonges](#) sur Israël et leur origine diabolique.

AUTRES NOUVELLES

Israël et la Syrie se rapprochent ? L'envoyé américain Thomas Barrack est en train de négocier un accord entre Israël et la

Syrie. Dimanche, il a rencontré le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour discuter d'un accord naissant avec la Syrie, ont indiqué des sources à Axios. Entre-temps, des sources syriennes s'adressant à Independent Arabia ont déclaré que l'administration Trump espère qu'Israël et la Syrie signeront un accord de sécurité le 25 septembre. Selon Sky News Arabia, le président syrien Ahmed al-Charaa a déclaré que les négociations sur la sécurité avec Israël étaient « avancées ». Tout en excluant un accord de paix global pour le moment, il a déclaré qu'il « n'hésiterait pas à accepter » n'importe quel accord tant qu'il est dans l'intérêt de la Syrie. Il semble que la Syrie est en passe de devenir un partenaire pour la paix avec Israël.

Le pape Léon a pris parti contre le Royaume-Uni et les États-Unis en déclarant ce week-end qu'il était « ravi » que le Royaume-Uni ait accepté de céder la base militaire cruciale de l'archipel des Chagos à l'île Maurice, alliée de la Chine. Il a qualifié cette décision de « victoire significative » qui « répare une grave injustice ». Il est difficile de comprendre comment le fait de donner une île à un pays qui ne l'a jamais possédée constitue quoi que ce soit de ce genre. Cela montre que ce pape poursuit l'un des héritages les plus importants du pape François : rallier le monde contre le Royaume-Uni et les États-Unis.

Les soldats allemands doivent se préparer mentalement à la guerre, déclare le chef de l'armée allemande, le lieutenant-général Alfons Mais. Bien que l'armée allemande fasse « de grands progrès » en se préparant à la guerre, M. Mais a déclaré à Deutsche Presse-Agentur le week-end dernier que les soldats doivent également se préparer mentalement au conflit dans des conditions moins qu'idéales. « Agir prend le pas sur se mettre à l'abri, parce qu'il n'y a pas de deuxième gagnant », a-t-il déclaré. « Lorsque le courage s'ajoute à la bravoure dans une situation donnée, on a des gens capables d'accomplir des réalisations extraordinaires. » La prophétie biblique révèle que le jour viendra où l'Allemagne appellera son peuple à la guerre et que l'esprit guerrier de la nation planera à nouveau sur le monde. Surveillez de près [le nouveau militarisme de l'Allemagne](#)

Vendredi, le FBI a perquisitionné la maison de l'ancien conseiller à la sécurité nationale des États-Unis, John Bolton. Les critiques accusent le président Trump d'instrumentaliser les forces de l'ordre, ce qui est manifestement faux, étant donné qu'il ne fait même pas la moitié de ce que ses prédécesseurs ont fait contre lui. M. Bolton lui-même s'en est pris à Trump lorsque le FBI a effectué une perquisition à son domicile de Mar-a-Lago. Pourtant, les accusations portées contre Bolton semblent justifiées. Après avoir été conseiller à la sécurité nationale pendant le premier mandat de Trump, il s'est brouillé avec le président ; les deux se disputent encore pour savoir s'il a « démissionné » ou s'il a été « renvoyé ». Comme beaucoup d'anciens employés de Trump, Bolton a cherché à tirer profit de son passage dans l'administration Trump en écrivant un livre. Le président Trump a tenté de bloquer sa publication, mais un juge du tribunal de district de Washington a décidé que Bolton pouvait aller de l'avant. Cependant, le juge a noté dans sa décision que Bolton « a probablement mis en danger la sécurité nationale en divulguant des informations classifiées en violation de ses obligations d'accord de non-divulgaration ». En 2020, à peine un an après avoir quitté la Maison-Blanche, M. Bolton a publié *The Room Where It Happened*. Les autorités affirment que M. Bolton a envoyé par e-mail des documents classifiés à sa femme et à sa fille avant de quitter la Maison-Blanche. L'enquête sur cette affaire est restée au point mort pendant les années de l'administration Biden. Maintenant, le FBI s'en occupe sous la direction de Kash Patel.